

**Art. 4.** Dans l'article 28 de la loi du 10 mars 2019 de mise en œuvre de la Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes, les mots « le 1<sup>er</sup> janvier 2020 » sont remplacés par les mots « à une date fixée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021 ».

**Art. 5.** Dans l'article 53 de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, les mots « 1<sup>er</sup> janvier 2020 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> janvier 2021 ».

**Art. 6.** L'article 108, § 1er, alinéa 5, de la même loi, est complété par la phrase suivante:

« Le président du tribunal de l'entreprise peut, avec leur consentement, désigner à nouveau par ordonnance les juges consulaires suppléants qui étaient désignés par ordonnance au moment de l'entrée en vigueur du titre 9 de la présente loi jusqu'au plus tard le 31 mai 2020. ».

**Art. 7.** Les articles 2, 3, 4 et 5 produisent leurs effets le 31 décembre 2019.

L'article 6 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—————  
Note

(1) *Chambre des représentants*

([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : 55-803

Compte rendu intégral : /

**Art. 4.** In artikel 28 van de wet van 10 maart 2019 tot tenuitvoerlegging van het Verdrag van 's-Gravenhage van 13 januari 2000 inzake de internationale bescherming van volwassenen worden de woorden "1 januari 2020" vervangen door de woorden "op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2021".

**Art. 5.** In artikel 53 van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank worden de woorden "1 januari 2020" vervangen door de woorden "1 januari 2021".

**Art. 6.** Artikel 108, § 1, vijfde lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin:

"De voorzitter van de ondernemingsrechtbank kan de plaatsvervangende rechters in ondernemingszaken, die bij beschikking waren aangewezen op het ogenblik van de inwerkingtreding van titel 9 van deze wet, met hun instemming, bij beschikking verder aanwijzen tot uiterlijk 31 mei 2020."

**Art. 7.** De artikelen 2, 3, 4 en 5 hebben uitwerking met ingang van 31 december 2019.

Artikel 6 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—————  
Nota

(1) *Kamer van volksvertegenwoordigers*

([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken: 55-803

Integraal verslag: /

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2019/15781]

11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal instaurant une pension complémentaire à certains membres du personnel de la fonction publique fédérale, du personnel judiciaire et aux membres du personnel des services de police

### RAPPORT AU ROI

Sire,

#### A. BUT DE L'ARRETE

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté a pour but de prévoir la base réglementaire pécuniaire nécessaire pour une pension complémentaire en faveur du personnel contractuel concerné. Les arrêtés royaux concernant les droits pécuniaires sont adaptés en conséquence.

#### B. ANALYSE DU DISPOSITIF

##### Préambule

Les remarques du Conseil d'Etat ont été suivies à l'exception de celle relative à la formalité préalable pour le personnel de l'IBPT. Autant il est logique quand l'IBPT souhaite modifier le statut pécuniaire de son personnel qu'il formule une proposition, autant cette formalité ne doit pas avoir lieu quand il s'agit d'une proposition de modification de l'Etat fédéral.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2019/15781]

11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot invoering van een aanvullend pensioen aan sommige personeelsleden van het federaal openbaar ambt, van het gerechtspersoneel en het personeel van de politiediensten

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

#### A. DOEL VAN HET BESLUIT

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan de goedkeuring van Uwe Majesteit voor te leggen, heeft tot doel de nodige geldelijke reglementaire basis te voorzien voor een aanvullend pensioen ten gunste van het betrokken contractueel personeel. De koninklijke besluiten betreffende de geldelijke rechten worden in die zin aangepast.

#### B. BESPREKING VAN HET DISPOSITIEF

##### Aanhef

De opmerkingen van de Raad van State werden gevolgd behalve voor wat betreft de opmerking betreffende de voorafgaand vormvereiste voor het personeel van het BIPT. Alhoewel het logisch is als het BIPT het geldelijk statuut van zijn personeel wil wijzigen dat het een voorstel maakt, kan deze vormvereiste niet plaatsvinden als het voorstel tot wijziging van de Federale Staat komt.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> est une simple correction technique. En effet, la formulation des services publics visés est alignée sur celle qui est reprise à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

## Article 2

Cet article est la base réglementaire qui ouvre le droit dans le statut pécuniaire à une pension complémentaire. En effet, la pension complémentaire est un avantage pécuniaire et non un avantage en matière de pension du premier pilier.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux est complété pour mentionner cette pension complémentaire tenant compte du fait que seul l'employeur cotise pour cet avantage. La contribution de l'employeur est égale à :

- 1 % de la rémunération de référence pour 2017;
- 1,5 % de la rémunération de référence pour 2018;
- 3 % de la rémunération de référence à partir de 2019.

La rémunération de référence à partir de 2019 tient compte :

- des périodes rémunérées par l'employeur pour l'année considérée et tenant compte du fait qu'une modification liée au travail à temps partiel n'est prise en compte que le premier jour du mois qui suit. Ainsi un membre du personnel qui aura presté à temps plein tous les jours de l'année sans interruption de la carrière et sans congé de maladie aura un pourcentage de 100 %. Le membre du personnel qui aura presté à temps plein toute l'année mais aura été en congé de maladie et à charge de sa mutuelle pour une période de trois mois, aura un pourcentage de 75 %;
- du douzième du traitement annuel brut pour le mois de janvier, ou à défaut, le mois d'entrée en service ou encore le mois de reprise du travail pour celui qui aurait été en interruption de carrière. Ce traitement annuel est complété, le cas échéant, par le douzième de l'allocation de foyer ou de résidence, le douzième des bonifications d'échelles, de compléments de traitement ou de suppléments de traitement spécifiques, basés sur le mois de janvier ou, à défaut, sur le mois d'entrée en service ou de reprise du travail. Pour les membres du personnel qui bénéficient d'une prime de développement des compétences en lieu et place des bonifications d'échelle, ces primes sont également prises en compte. Le tout est multiplié par 13,92 avant d'être soumis au pourcentage visé plus haut.

Pour les mois de 2019 antérieurs à la mise en vigueur du présent arrêté, le pourcentage des périodes rémunérées qui est pris en considération est celui pour le mois de juillet 2019. La rémunération de référence ainsi calculée est multipliée par le nombre de mois entiers du premier semestre sur le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019, divisé par 6. C'est donc bien l'existence d'un lien juridique qui est visé. Le lien visé est celui créé par le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019. Ainsi si l'intéressé a été engagé le 15 février 2019, la rémunération de référence se basera sur le traitement du mois de février 2019, multiplié par le pourcentage de périodes rémunérées de juillet 2019 et multiplié par 3 sixièmes.

Pour l'année 2018, la rémunération de référence de 2018, se base sur le traitement du mois de janvier 2019, à moins d'une situation de reprise du travail, et le pourcentage des prestations rémunérées de juillet 2019, multiplié par le nombre de mois entiers de 2018 sur le contrat en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et divisé par 12.

Pour l'année 2017, la rémunération de référence de 2017, se base sur le traitement du mois de janvier 2019, à moins d'une situation de reprise du travail, et le pourcentage des prestations rémunérées de juillet 2019, multiplié par le nombre de mois entiers de 2017 sur le contrat en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et divisé par 12.

La contribution calculée sur les prestations avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté n'est pas une pension complémentaire pour ces périodes mais bien une contribution de démarrage qui se base sur le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019. En ce sens, on ne peut suivre la remarque du Conseil d'Etat quand il affirme qu'il y a une hypothétique discrimination entre l'agent qui a effectué ses prestations sur un seul contrat de travail et celui qui les a effectuées sur plusieurs

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigende bepalingen*

## Artikel 1

Artikel 1 is een eenvoudige technische correctie. De formulering van de betrokken openbare diensten wordt eigenlijk in overeenstemming gebracht met die van artikel 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

## Artikel 2

Dit artikel is de reglementaire basis die het recht in het geldelijk statuut op een aanvullende pensioen opent. Het aanvullende pensioen is inderdaad een financieel voordeel en geen voordeel met betrekking tot het pensioen van de eerste pijler.

Het eerste lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten wordt aangevuld om dit aanvullende pensioen te vermelden, rekening houdend met het feit dat alleen de werkgever bijdraagt aan dit voordeel. De bijdrage van de werkgever is gelijk aan:

- 1 % van de referentiebezoldiging voor 2017;
- 1,5 % van de referentiebezoldiging voor 2018;
- 3 % van de referentiebezoldiging vanaf 2019.

De referentiebezoldiging vanaf 2019 houdt rekening met:

- de door de werkgever bezoldigde periodes voor het betrokken jaar, rekening houdend met het feit dat een wijziging met betrekking tot het deeltijds werken enkel vanaf de eerst dag van de volgende maand in aanmerking komt. Zo zal een personeelslid dat alle dagen van het jaar, zonder loopbaanonderbreking en zonder ziekteverlof, voltijds zal gepresteerd hebben, een percentage van 100 % hebben. Het personeelslid dat heel het jaar voltijds zal gepresteerd hebben maar dat in ziekteverlof zal geweest zijn, ten laste van zijn ziekenfonds voor een periode van drie maanden, zal een percentage van 75 % hebben;
- een twaalfde van de brutojaarwedde voor de maand januari, of bij gebrek, van de maand van indiensttreding of de maand van de werkhervatting voor diegene die in loopbaanonderbreking zou geweest zijn. Deze jaarwedde wordt desgevallend aangevuld met een twaalfde van de hard- of standplaatstoelage, een twaalfde van de bonificatieschaal, de specifieke weddetoelagen of -supplementen, gebaseerd op de maand januari of, bij gebrek, op de maand van indiensttreding of van werkhervatting. Voor de personeelsleden die een premie voor competentieontwikkeling genieten in plaats van de bonificatieschalen, komen deze premies eveneens in aanmerking. Dit alles wordt vermenigvuldigd met 13,92 en dan onderworpen aan het hoger vermelde percentage.

Voor de maanden in 2019 vóór de inwerkingtreding van dit besluit is het percentage van de bezoldigde periodes die in aanmerking worden genomen het percentage voor de maand juli 2019. De aldus berekende referentiebezoldiging wordt vermenigvuldigd met het aantal volledige maanden van het eerste semester op de lopende arbeidsovereenkomst op 1 juli 2019, gedeeld door 6. Er wordt dus wel bedoeld op het bestaan van een juridische band. Deze band werd gecreëerd via de op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst. Als de betrokken persoon op 15 februari 2019 werd aangeworven, wordt de referentiebezoldiging gebaseerd op de wedde van februari 2019, vermenigvuldigd met het percentage bezoldigde periodes in juli 2019 en vermenigvuldigd met 3 zesden.

Voor 2018 is de referentiebezoldiging gebaseerd op het salaris van januari 2019, tenzij er sprake is van werkhervatting, en het percentage bezoldigde prestaties in juli 2019, vermenigvuldigd met het aantal hele maanden in 2018 op de lopende overeenkomst op 1 juli 2019 en gedeeld door 12.

Voor 2017 is de referentiebezoldiging gebaseerd op het salaris van januari 2019, tenzij er sprake is van werkhervatting, en het percentage bezoldigde prestaties in juli 2019, vermenigvuldigd met het aantal hele maanden in 2017 op de lopende overeenkomst op 1 juli 2019 en gedeeld door 12.

De bijdrage berekend op de prestaties vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit is geen aanvullend pensioen voor deze periodes, maar een opstartbijdrage op basis van de op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst. In die zin kan men de opmerking van de Raad van State niet volgen wanneer deze beweert dat er een hypothetische discriminatie bestaat tussen het personeelslid dat zijn prestaties op een enkele arbeidsovereenkomst heeft uitgeoefend en degene die ze op

contrats de travail. Il ne s'agit nullement d'un effet rétroactif à proprement parler, auquel cas la date d'entrée en vigueur du présent arrêté serait incohérente.

Par employeur, il y a lieu non seulement d'entendre l'employeur mais également l'Etat fédéral en tant qu'organisateur qui pourrait se substituer à l'employeur. Cela peut concerner le fait du suivi administratif en ce inclus les contacts avec le prestataire mais également et pas obligatoirement le financement. Conformément à la décision du Conseil des Ministres du 3 avril 2019, le SPF Bosa sera, en sa qualité d'organisateur, le débiteur pour les organismes visés par le présent arrêté. Le budget nécessaire sera à cet effet affecté au SPF Bosa.

Pour ce qui concerne les congés de protection de la maternité, il y a lieu de comprendre les congés visés au chapitre IV – Protection de la maternité de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Le Conseil d'Etat regrette que l'interruption de carrière pour congé parental n'est pas prise en compte, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution lus conjointement avec la directive européenne n° 2010/18/UE et l'article 33 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Il y a lieu de constater que le présent projet ne limite aucunement le droit à l'interruption de carrière pour motif parental tout comme il ne limite pas les droits sociaux et les revenus du membre du personnel au moment de cette interruption de carrière pour motif parental ou quand il reprend son activité professionnelle. Par conséquent, la non-prise en considération de la période n'entre pas en conflit avec la réglementation.

#### Article 3

Cet article précise que l'avantage des pensions complémentaires introduit par le présent arrêté entre en ligne de compte à partir de la date d'entrée en service mais au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2017, sans toutefois toucher aux droits que d'aucuns se seraient constitués par ailleurs.

#### Article 4

Cet article précise que les personnes engagées sous contrat d'occupation d'étudiant ne bénéficient pas de l'avantage de la pension complémentaire.

Le contrat d'occupation d'étudiant est défini à suffisance tenant compte du Titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et de l'arrêté royal du 14 juillet 1995 excluant certaines catégories d'étudiants du champ d'application du Titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

#### Article 5

Cet article règle la situation du personnel contractuel des services de police tant au niveau fédéral qu'au niveau local.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

#### Article 6

Cet article règle la situation du personnel contractuel des cellules stratégiques au niveau fédéral.

Ainsi, seul le personnel contractuel directement engagé par ces cellules peut bénéficier, au titre du présent article, d'une pension complémentaire calculée sur leur rémunération telle que définie à l'article 2 du présent arrêté, à savoir sur la base de la rémunération telle que définie à l'article 2 et non sur la base d'une allocation, d'une prime ou d'une indemnité qui serait octroyée par la cellule susvisée. Le personnel détaché doit être couvert par son organisation d'origine.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

#### Article 7

Cet article règle la situation du personnel judiciaire contractuel.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

#### Article 8

Cet article règle la situation du personnel contractuel de l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile, aussi bien pour le personnel transféré à l'Agence que le personnel supplémentaire, tels que visés aux sections 1 et 21 du chapitre III de l'arrêté royal du 22 octobre 2001 portant diverses dispositions relatives au personnel de l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile.

verschillende arbeidsovereenkomsten heeft uitgeoefend. Het is geen terugwerkende kracht als zodanig, in welk geval de datum van inwerkingtreding van dit besluit incoherent zou zijn.

Onder werkgever verstaat men niet enkel de werkgever, maar ook de federale Staat wordt als organisator gezien, die de werkgever zou kunnen vervangen. Dit kan betrekking hebben op de administratieve opvolging, inclusief de contacten met de dienstverlener, maar ook en niet noodzakelijk de financiering. In overeenstemming met de beslissing van de Ministerraad van 3 april 2019, zal de FOD Bosa, in zijn hoedanigheid van organisator, de schuldenaar zijn voor de instellingen waarnaar in dit besluit wordt verwezen. Het nodige budget zal hiervoor aan de FOD Bosa worden toegewezen.

Wat het verlov voor de moederschapsbescherming betreft, worden de verloven in hoofdstuk IV - Moederschapsbescherming van de arbeidswet van 16 maart 1971 bedoeld.

De Raad van State betreurt het dat de loopbaanonderbreking om ouderschapsverlof niet in aanmerking wordt genomen, op grond van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet gelezen in samenhang met de Europese Richtlijn 2010/18/EU en het artikel 33 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

Opgemerkt moet worden dat dit ontwerp op geen enkele manier het recht op een loopbaanonderbreking om ouderlijke redenen beperkt, net zoals het de sociale rechten en het inkomen van het personeelslid op het moment van deze loopbaanonderbreking niet beperkt of wanneer deze zijn professionele activiteit hervat. Daarom is het niet in acht nemen van de periode niet in strijd met de regelgeving.

#### Artikel 3

Dit artikel bepaalt dat het voordeel van de aanvullende pensioenen die bij dit besluit zijn ingevoerd vanaf de datum van indiensttreding in aanmerking wordt genomen, maar niet eerder dan 1 januari 2017, zonder echter afbreuk te doen aan de rechten die sommigen elders zouden opgebouwd hebben.

#### Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat de personen die aangeworven zijn via een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten niet genieten van het voordeel van het aanvullende pensioen.

De overeenkomst voor tewerkstelling van studenten is voldoende gedefinieerd rekening houdend met Titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en het koninklijk besluit van 14 juli 1995 waarbij sommige categorieën studenten uit het toepassingsgebied van Titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden gesloten.

#### Artikel 5

Dit artikel regelt de situatie van het contractueel personeel van de politiediensten zowel op federaal als lokaal niveau.

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

#### Artikel 6

Dit artikel regelt de toestand van de contractuele personeelsleden in beleidscellen op federaal niveau.

Alleen het contractueel personeel dat rechtstreeks aangeworven is door deze cellen, kan krachtens dit artikel genieten van een aanvullend pensioen berekend op basis van hun bezoldiging zoals gedefinieerd in artikel 2 van dit besluit, namelijk op basis van de bezoldiging zoals gedefinieerd in artikel 2 en niet op basis van een toelage, premie of vergoeding die door de bovengenoemde cel zou worden toegekend. Het gedetacheerd personeel moet worden gedekt door hun oorspronkelijke instelling.

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

#### Artikel 7

Dit artikel regelt de toestand van het contractueel gerechtelijk personeel.

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

#### Artikel 8

Dit artikel regelt de toestand van het contractueel personeel van het Federaal agentschap voor de opvang van asielzoekers, zowel voor het naar het Agentschap overgedragen personeel als het bijkomend personeel zoals bedoeld in de afdelingen 1 en 21 van het hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 houdende diverse bepalingen betreffende het personeel van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

#### Article 9

Cet article règle la situation du personnel contractuel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

#### Article 10

Cet article règle la situation du personnel contractuel scientifique au sein des établissements scientifiques.

Il est renvoyé pour le surplus à la justification donnée aux articles 2 à 4.

### CHAPITRE 2. — *Disposition transitoire*

#### Article 11

Cet article est une mesure transitoire pour le personnel qui bénéficierait déjà d'un régime de pension complémentaire autre que celui qui est prévu à l'article 2.

Le but de cet arrêté est bien évidemment d'offrir un second pilier à ceux qui n'en disposent pas et non de multiplier les pensions complémentaires pour ceux qui en auraient déjà une.

En effet, ceux qui disposeraient d'un système moins avantageux n'hésiteraient pas pour faire le passage vers le nouveau système. Ceux qui disposeraient par contre d'un système plus avantageux pourraient être amenés à conserver leur système plus avantageux, ce qui est permis.

Par plus avantageux, il est entendu le système pour lequel la cotisation de l'employeur est supérieure ou égale à celle prévue pour les années 2019 et suivantes.

Toutefois, s'ils choisissent de passer dans le système mis en place par l'article 2, ce passage est définitif et ne vaut que pour le futur, conformément aux dispositions de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

### CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

#### Articles 12 et 13

Ces articles ne demandent pas de commentaires supplémentaires.

Voici, Sire, les lignes de forces de l'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté.

Je vous prie de croire, Sire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

La Première Ministre,  
S. WILMES

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre de l'Asile et la Migration,  
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Fonction publique,  
chargé de la Politique scientifique,  
D. CLARINVAL

Le Ministre des Télécommunications et de la Poste,  
Ph. DE BACKER

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

#### Artikel 9

Dit artikel regelt de toestand van het contractueel personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

#### Artikel 10

Dit artikel regelt de toestand van het contractueel wetenschappelijk personeel binnen de wetenschappelijke instellingen.

Wat de rest betreft wordt er doorverwezen naar de toelichting gegeven voor de artikelen 2 tot 4.

### HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepaling*

#### Artikel 11

Dit artikel is een overgangsmaatregel voor personeel dat al een andere aanvullende pensioenregeling zou genieten dan die bedoeld in artikel 2.

Het doel van dit besluit is natuurlijk om een tweede pijler aan te bieden aan diegenen die er geen hebben en niet om de aanvullende pensioenen te verhogen voor degenen die er al een hebben.

Het is effectief zo dat degenen die een minder voordelig systeem hebben, niet zullen aarzelen om de overgang naar het nieuwe systeem te maken. Degenen die een voordeliger systeem zouden hebben, moeten de mogelijkheid hebben dit systeem te behouden, wat is toegestaan.

Onder voordeliger wordt verstaan het systeem waarvoor de werkgeversbijdrage groter is dan of gelijk is aan die voor de jaren 2019 en volgende.

Als zij echter kiezen voor het systeem dat is ingesteld door artikel 2, is deze keuze definitief en alleen van toepassing voor de toekomst, in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

### HOOFDSTUK 3. — *Eindbepalingen*

#### Artikelen 12 en 13

Deze artikelen vergen geen bijkomende commentaren.

Ziedaar, Sire, de krachtlijnen van het besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen.

Met de meeste hoogachting.

De Eerste Minister,  
S. WILMES

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Asiel en Migratie,  
M. DE BLOCK

De Minister van Ambtenarenzaken, belast met Wetenschapsbeleid,

D. CLARINVAL

De Minister van Telecommunicatie en Post,  
Ph. DE BACKER

CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, avis 66.482/2/V du 9 septembre 2019, sur un projet d'arrêté royal 'instaurant une pension complémentaire à certains membres du personnel de la fonction publique fédérale, du personnel judiciaire et aux membres du personnel des services de police'

\*

Le 25 juillet 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale et de la Politique scientifique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit\* jusqu'au

RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, advies 66.482/2/V van 9 september 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot invoering van een aanvullend pensioen aan sommige personeelsleden van het federaal openbaar ambt, van het gerechtspersoneel en het personeel van de politiediensten'

\*

Op 25 juli 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege\* verlengd tot 10 september 2019 een

10 septembre 2019, sur un projet d'arrêté royal 'instaurant une pension complémentaire à certains membres du personnel de la fonction publique fédérale, du personnel judiciaire et aux membres du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 9 septembre 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 septembre 2019.

\*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### FONDEMENT JURIDIQUE

Le préambule de l'arrêté royal en projet apparaît lacunaire pour ce qui concerne l'indication de ses fondements juridiques :

1. Il y a lieu de viser dans un nouvel alinéa 1<sup>er</sup> les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution et de mentionner la loi du 28 avril 2003 'relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale' sous la forme d'un considérant, celle-ci constituant le contexte juridique dans lequel se situe le projet.

2. Il convient de mentionner au préambule l'article 4, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', qui constitue le fondement juridique des modifications apportées à l'arrêté royal du 11 février 1991 'fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux' ainsi qu'à l'arrêté royal du 2 juin 2010 'fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail au titre de personnel scientifique dans les établissements scientifiques fédéraux' (1).

3. S'agissant du personnel contractuel de Fedasil, l'arrêté royal du 22 octobre 2001 'portant diverses dispositions relatives au personnel de l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile' a pour fondement légal l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' (2). Cette dernière disposition sera visée au titre de fondement juridique de l'arrêté royal en projet, en ce qu'il a notamment pour objet de modifier l'arrêté royal du 22 octobre 2001.

#### FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 9 du projet doit faire l'objet d'une proposition de l'IBPT, laquelle ne figure pas au dossier.

Il sera veillé à l'accomplissement de cette formalité dont mention sera faite au préambule.

#### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'objet de l'arrêté royal en projet est de faire bénéficier les agents contractuels fédéraux d'un deuxième pilier de pension (2<sup>e</sup>me pilier) par l'instauration d'une pension complémentaire de type « contributions définies », telle que définie à l'article 3, 14<sup>o</sup>, de la loi du 28 avril 2003.

advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot invoering van een aanvullend pensioen aan sommige personeelsleden van het federaal openbaar ambt, van het gerechtspersoneel en het personeel van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 9 september 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 september 2019.

\*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### RECHTSGROND

De aanhef van het ontworpen koninklijk besluit blijkt onvolledig te zijn wat betreft de vermelding van de rechtsgronden ervan:

1. In een nieuw eerste lid dient verwezen te worden naar de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet en de wet van 28 april 2003 'betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid' dient in de vorm van een overweging vermeld te worden, aangezien die wet de juridische context van het ontwerp vormt.

2. In de aanhef dient melding gemaakt te worden van artikel 4, § 2, 1<sup>o</sup>, van de wet van 22 juli 1993 'houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken', dat de rechtsgrond vormt van de wijzigingen die aangebracht worden in het koninklijk besluit van 11 februari 1991 'tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten' en in het koninklijk besluit van 2 juni 2010 'tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen als wetenschappelijk personeel in de federale wetenschappelijke instellingen' (1).

3. Wat de contractuele personeelsleden van Fedasil betreft, ontleent het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 'houdende diverse bepalingen betreffende het personeel van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers' zijn rechtsgrond aan artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 'betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut' (2). Die laatste bepaling moet als rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit vermeld worden, aangezien dit onder andere strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 2001.

#### VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 9 van het ontwerp kan maar tot stand komen op voorstel van het BIPT. Er bevindt zich evenwel geen dergelijk voorstel in het dossier.

Er moet op toegezien worden dat deze vormvereiste vervuld wordt. Vervolgens moet in de aanhef vermeld worden dat deze vormvereiste vervuld is.

#### ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe voor de federale contractuele personeelsleden in een tweede pensioenpijler (2<sup>e</sup> pijler) te voorzien door de invoering van een aanvullend pensioen van het type "vaste bijdragen", zoals gedefinieerd in artikel 3, 14<sup>o</sup>, van de wet van 28 april 2003.

Ainsi qu'il ressort des explications données par le délégué de la Ministre, l'objectif est que tous les agents contractuels de la fonction publique fédérale qui ne bénéficiaient pas d'une pension « 2<sup>ème</sup> pilier » en disposent, de par la réglementation envisagée.

L'octroi d'une pension complémentaire, tel qu'il est envisagé par le projet, suscite des difficultés au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

2.1. Comme le précise le délégué de la Ministre, afin de déterminer le champ d'application ratione personae de la réglementation envisagée, l'auteur du projet a pris la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' comme texte de référence.

Toutefois, deux éléments ont empêché l'auteur du projet de rendre la réglementation envisagée applicable à tous les agents contractuels des services et organismes visés par la loi du 22 mai 2003 :

- le constat que certains agents contractuels bénéficiaient déjà d'une pension complémentaire de type « 2<sup>ème</sup> pilier »;
- une contrainte budgétaire.

Le premier élément justifie l'adoption de l'article 11 du projet.

Le deuxième élément a poussé l'auteur du texte à limiter le champ d'application du projet à certaines catégories d'agents contractuels, ainsi qu'il ressort de la note au Conseil des ministres du 26 avril 2019 :

« [Le] dossier relatif à la pension complémentaire des contractuels de l'État fédéral [...] vise à adapter dans un premier temps les dispositions pécuniaires pour les agents contractuels visés par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', pour les agents contractuels des cellules stratégiques, des établissements scientifiques, de l'ordre judiciaire, de Fedasil, de l'IBPT et de la police intégrée à deux niveaux ».

Ainsi, comme l'indique le délégué de la Ministre, l'arrêté en projet ne serait pas applicable à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique fédérale mais l'auteur du projet procéderait par vagues d'élargissement successives du champ d'application de celui-ci, l'objectif étant que pour 2020, tous les agents contractuels puissent bénéficier d'une pension complémentaire de type « 2<sup>ème</sup> pilier ».

Le dossier transmis au Conseil d'État ne comporte pas la liste des organismes qui sont exclus du champ d'application du projet.

La section de législation a interrogé le délégué de la Ministre sur ce point mais n'a pu obtenir de réponse.

2.2. La limitation ainsi conçue du champ d'application de l'octroi de la pension complémentaire envisagée ne respecte pas, en l'état actuel du dossier et du rapport au Roi, le principe d'égalité.

En effet, même si l'intention de l'auteur du projet est d'élargir le champ d'application de la réglementation envisagée de manière à ce que, au plus tard pour la fin de l'année 2020, tous les agents contractuels de la fonction publique fédérale puissent bénéficier d'une pension de type « 2<sup>ème</sup> pilier », une contrainte budgétaire ne suffit pas en soi à justifier raisonnablement la différence de traitement consistant en ce que les agents contractuels visés par la loi du 22 juillet 1993, les agents contractuels des cellules stratégiques, des établissements scientifiques, de l'ordre judiciaire, de Fedasil, de l'IBPT et de la police intégrée à deux niveaux puissent bénéficier, dès le 1<sup>er</sup> juillet 2019, de cette pension complémentaire alors que les agents contractuels relevant d'autres organismes fédéraux n'entrent pas en ligne de compte pour l'octroi de cette pension complémentaire, et ce aussi longtemps que le champ d'application du projet n'a pas été élargi.

3. L'article 2 du projet prévoit qu'afin de déterminer quelle est la contribution annuelle à la constitution de la pension complémentaire envisagée, il est tenu compte, pour les années 2017 et 2018, des prestations fournies par l'agent contractuel dont le contrat de travail est « en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 ». Il apparaît ainsi que le travail effectué par un agent contractuel en 2017 et 2018 doit avoir été presté sur la base d'un même contrat de travail.

Une discrimination pourrait ainsi surgir s'il devait apparaître qu'un agent contractuel bénéficie de la pension complémentaire envisagée car il a effectué ses prestations sur la base d'un seul contrat de travail pour les années 2017, 2018 et 2019, alors qu'un autre agent contractuel ayant effectué des prestations analogues et donc par hypothèse valorisables

Zoals blijkt uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg, is het de bedoeling dat alle contractuele personeelsleden van het federaal openbaar ambt die geen pensioen "2e pijler" genoten, daar voortaan dankzij de voorgenomen regelgeving wel over beschikken.

Het toekennen van een aanvullend pensioen, zoals beoogd in het ontwerp, doet problemen rijzen in het licht van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

2.1. Zoals de gemachtigde van de minister toelicht, heeft de steller van het ontwerp de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat' als referentietekst genomen om de werkingssfeer ratione personae van de voorgenomen regelgeving te bepalen.

Twee zaken hebben de steller van het ontwerp evenwel belet de voorgenomen regelgeving van toepassing te maken op alle contractuele personeelsleden van de diensten en instellingen bedoeld in de wet van 22 mei 2003:

- de vaststelling dat sommige contractuele personeelsleden reeds een aanvullend pensioen van het type "2e pijler" genoten;
- een budgettaire beperking.

Het eerste gegeven vormt een reden om artikel 11 van het ontwerp vast te stellen.

Het tweede gegeven heeft de steller van de tekst ertoe aangezet de werkingssfeer van het ontwerp te beperken tot bepaalde categorieën van contractuele personeelsleden, zoals blijkt uit de nota aan de Ministerraad van 26 april 2019:

"[H]et dossier betreffende het aanvullend pensioen van de contractuele personeelsleden van de Federale Staat (...) beoogt in een eerste tijd de geldelijke bepalingen aan te passen voor de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, voor de contractuele personeelsleden van de beleidscellen, van de wetenschappelijke instellingen, van de rechterlijke orde, van Fedasil van het BIPT en van de geïntegreerde politie op twee niveaus."

Zoals de gemachtigde van de minister aangeeft, zou het ontworpen besluit bijgevolg niet van toepassing zijn op alle contractuele personeelsleden van het federaal openbaar ambt, maar zou de steller van het ontwerp de werkingssfeer ervan in opeenvolgende stappen uitbreiden, waarbij het de bedoeling is ervoor te zorgen dat tegen 2020 alle contractuele personeelsleden een aanvullend pensioen van het type "2e pijler" kunnen genieten.

De lijst van de instellingen die buiten de werkingssfeer van het ontwerp vallen, bevindt zich niet in het dossier dat aan de Raad van State overgezonden is.

De afdeling Wetgeving heeft de gemachtigde van de minister daarvoor gevraagd, maar heeft geen antwoord gekregen.

2.2. Dat de werkingssfeer van de regeling voor het toekennen van het beoogde aanvullend pensioen aldus beperkt wordt, is bij de huidige stand van het dossier en van het verslag aan de Koning in strijd met het gelijkheidsbeginsel.

Zelfs als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de werkingssfeer van de voorgenomen regelgeving aldus uit te breiden dat alle contractuele personeelsleden van het federaal openbaar ambt ten laatste tegen eind 2020 een pensioen van het type "2e pijler" kunnen genieten, kan een budgettaire beperking op zich geen redelijke verantwoording vormen voor het verschil in behandeling dat erin bestaat dat de contractuele personeelsleden bedoeld in de wet van 22 juli 1993, de contractuele personeelsleden van de beleidscellen, van de wetenschappelijke instellingen, van de rechterlijke orde, van Fedasil, van het BIPT en van de geïntegreerde politie op twee niveaus vanaf 1 juli 2019 dat aanvullend pensioen kunnen genieten, terwijl de contractuele personeelsleden van andere federale instellingen niet in aanmerking komen voor de toekenning van dat aanvullend pensioen, en dit zolang de werkingssfeer van het ontwerp niet uitgebreid is.

3. Volgens artikel 2 van het ontwerp wordt voor de jaren 2017 en 2018 rekening gehouden met de prestaties geleverd door een contractueel personeelslid met een "op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst" om te bepalen welke jaarlijkse bijdrage betaald moet worden voor de opbouw van het beoogde aanvullend pensioen. Dat betekent dat het werk dat in 2017 en 2018 door een contractueel personeelslid verricht is, op basis van eenzelfde arbeidsovereenkomst gepresteerd moet zijn.

Zo zou discriminatie kunnen ontstaan wanneer zou blijken dat een contractueel personeelslid het bedoelde aanvullende pensioen krijgt omdat hij zijn prestaties heeft geleverd op basis van één enkele arbeidsovereenkomst voor de jaren 2017, 2018 en 2019, terwijl een ander contractueel personeelslid dat soortgelijke en dus in principe in

sur la base de contrats de travail successifs et partant, différents, ne pourrait pas bénéficier de cette pension complémentaire dès lors que le contrat de travail « en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 » n'est pas celui sur la base duquel il a presté le cas échéant, en 2017, 2018 et 2019.

Appelé à apporter des précisions quant au contrat de travail dont il est tenu compte pour la détermination de la contribution à la pension complémentaire envisagée, le délégué de la Ministre a indiqué que l'agent contractuel dont le premier contrat est prolongé par avenants sera considéré comme ayant presté sur la base d'un seul contrat de travail, de sorte qu'il sera pris en compte en tant que bénéficiaire de la pension complémentaire pour toutes les prestations effectuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Telle n'est toutefois pas la portée du texte en projet, qui sera clarifié sur ce point.

Par ailleurs, le délégué de la Ministre évoque des difficultés pratiques à vérifier toutes les situations existantes en 2017 et 2018 de sorte que certains agents seront exclus pour ce qui concerne certaines périodes prestées car il n'est pas possible de demander à chaque organisme ou administration concerné les données de chaque agent contractuel pour 2017 et 2018.

Cette seule difficulté pratique ne peut en soi justifier de manière suffisante la différence de traitement entre les agents contractuels ayant effectué des prestations par hypothèse valorisables sur la même période.

La section de législation n'aperçoit en effet pas pourquoi ces agents contractuels, qui ont effectué les mêmes périodes de prestation, l'un sur la base d'un seul contrat de travail, l'autre sur la base de différents contrats de travail, qu'il y ait eu ou non « interruption de carrière », devraient faire l'objet d'un traitement différent lors du calcul de la contribution, par le ou les employeurs concernés, à la pension complémentaire envisagée. À titre d'exemple, il va de soi qu'un agent contractuel employé par un organisme visé dans la loi du 22 juillet 1993 ou au sein d'un service public fédéral (SPF) qui y effectue des prestations de travail en 2017 et 2018 avant de travailler en 2019, sur la base d'un nouveau contrat de travail, pour un autre organisme ou un autre SPF, ne peut pas être exclu du régime de pension complémentaire pour les années 2017 et 2018, au motif qu'il ne s'agit pas du contrat de travail « en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 ».

4. L'article 2, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 11 février 1991, tel que rétabli par l'article 2, 2<sup>o</sup>, du projet, prévoit qu'il est tenu compte pour déterminer la rémunération de référence pour l'année considérée à partir de 2019, des « périodes de congé liées à la protection de la maternité, de congé de circonstances à l'occasion d'une naissance, de congé de paternité et de congé d'adoption ».

Cette énumération de différents types de congés est, selon les explications fournies par le délégué de la Ministre, exhaustive.

Il ressort de ces explications que l'hypothèse d'une interruption de carrière pour motif parental n'est cependant pas prise en compte dans le calcul de la contribution à la pension complémentaire. L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier pareille exclusion au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, eux-mêmes lus à la lumière – lorsque l'on se trouve dans le champ d'application de ces deux instruments – de la directive européenne n° 2010/18/UE du Conseil du 8 mars 2010 'portant application de l'accord—cadre révisé sur le congé parental conclu par BUSINESSSEUROPE, l'UEAPME, le CEEP et la CES et abrogeant la directive 96/34/CE' 3 et de l'article 33 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

\*\*\*

Au vu des observations générales qui précèdent, le projet sera fondamentalement revu.

C'est sous cette importante réserve que sont formulées les observations particulières qui suivent.

#### OBSERVATIONS PARTICULIERES

##### PREAMBULE

1. À l'alinéa 3 du préambule, seul l'article 26, alinéa 4, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges' sera visé.

2. À l'alinéa 8 du préambule, les mots « , tel que modifié par l'arrêté royal du 5 novembre 2002 » seront omis.

aanmerking komende prestaties heeft geleverd op basis van opeenvolgende en dus verschillende arbeidsovereenkomsten, geen recht zou hebben op dat aanvullende pensioen doordat de prestaties die hij eventueel in 2017, 2018 en 2019 heeft geleverd, een andere grondslag hebben dan de "op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst".

De gemachtigde van de minister is verzocht nadere toelichtingen te verschaffen over de arbeidsovereenkomst die in aanmerking wordt genomen om de bijdrage van het beoogde aanvullende pensioen vast te stellen. Hij heeft erop gewezen dat het contractuele personeelslid wiens eerste overeenkomst door middel van aanhangsels verlengd wordt, geacht zal worden prestaties te hebben geleverd op basis van één enkele arbeidsovereenkomst zodat hij zal worden beschouwd als iemand die recht heeft op het aanvullende pensioen voor alle prestaties geleverd vanaf 1 januari 2017. Dat is echter niet de strekking van de ontworpen tekst; deze moet op dat punt worden verduidelijkt.

Voorts vermeldt de gemachtigde van de minister praktische moeilijkheden bij het verifiëren van alle toestanden zoals die bestonden in 2017 en 2018, wat ertoe leidt dat prestaties geleverd in bepaalde periodes voor sommige personeelsleden niet in aanmerking zullen worden genomen omdat het niet mogelijk is bij elke betrokken instelling of administratie de gegevens van elk contractueel personeelslid voor 2017 en 2018 op te vragen.

Die ene praktische moeilijkheid kan op zichzelf onvoldoende rechtvaardigen dat contractuele personeelsleden die over dezelfde periode prestaties hebben geleverd die in principe in aanmerking komen, verschillend worden behandeld.

De afdeling Wetgeving begrijpt immers niet waarom die contractuele personeelsleden die over dezelfde periodes prestaties hebben geleverd, de ene op basis van één enkele arbeidsovereenkomst, de andere op basis van verschillende arbeidsovereenkomsten, en ongeacht of er sprake is geweest van "loopbaanonderbreking", verschillend zouden moeten worden behandeld bij de berekening van de bijdrage die de betrokken werkgever(s) moeten betalen voor het beoogde aanvullende pensioen. Zo is het bijvoorbeeld evident dat een contractueel personeelslid dat tewerkgesteld is door een instelling bedoeld in de wet van 22 juli 1993 of bij een federale overheidsdienst (FOD) en daar in 2017 en 2018 arbeidsprestaties levert, en dat vervolgens in 2019 op basis van een nieuwe arbeidsovereenkomst voor een andere instelling of een andere FOD werkt, niet van de regeling inzake het aanvullende pensioen voor de jaren 2017 en 2018 kan worden uitgesloten op grond van het feit dat het niet om de "op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst" gaat.

4. Artikel 2, § 4, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991, zoals hersteld bij artikel 2, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp, bepaalt dat bij het vaststellen van de referentiebezoldiging voor de jaren vanaf het jaar 2019 "de periodes van verlof verbonden aan de bescherming van het moederschap, omstandigheidsverlof bij geboorte, vaderschapsverlof en adoptieverlof" in aanmerking worden genomen.

Die opsomming van verschillende soorten verlof is volgens de toelichtingen van de gemachtigde van de minister exhaustief.

Uit die toelichtingen blijkt echter dat bij de berekening van de bijdrage voor het aanvullende pensioen geen rekening wordt gehouden met een loopbaanonderbreking wegens ouderschap. De steller van het voorontwerp moet een dergelijke uitsluiting kunnen rechtvaardigen in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, die zelf moeten worden gelezen in het licht van de volgende twee rechtsinstrumenten voor zover de beoogde maatregelen binnen de werkingssfeer daarvan vallen: de Europese richtlijn 2010/18/EU van de Raad van 8 maart 2010 'tot uitvoering van de door BUSINESSSEUROPE, UEAPME, het CEEP en het EVV gesloten herziene raamovereenkomst en tot intrekking van Richtlijn 96/34/EG' 3 en artikel 33 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

\*\*\*

Het ontwerp moet grondig worden herzien in het licht van de voorgaande algemene opmerkingen.

Onder dat belangrijke voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN

##### AANHEF

1. In het derde lid van de aanhef hoort enkel artikel 26, vierde lid, van de wet van 17 januari 2003 'met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector' te worden vermeld.

2. In het achtste lid van de aanhef moeten de woorden " , zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 november 2002" worden weggelaten.

## DISPOSITIF

## Article 2

À l'article 2, § 4, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 11 février 1991, les compléments et supplément visés au trois derniers tirets seront distingués de manière plus claire, en mentionnant expressément l'article ou la subdivision d'article de l'arrêté royal du 3 mars 2005 'fixant les dispositions particulières concernant le statut pécuniaire des membres du personnel du Service public fédéral Finances', qui est relatif aux compléments ou au supplément ainsi concernés.

## Article 6

Il résulte des explications fournies par le délégué de la Ministre que les agents contractuels qui entrent dans le champ d'application de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 'relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région' peuvent certes bénéficier de la pension complémentaire envisagée par le projet, étant entendu que le complément de traitement (« prime de cabinet ») perçu ne sera pas pris en compte dans le calcul de la contribution à la pension complémentaire.

À tout le moins, le rapport au Roi sera complété sur ce point.

## Article 8

La section de législation se demande s'il ne convient pas d'insérer, dans l'arrêté royal du 22 octobre 2001, plutôt qu'un article 12bis, un article 17bis dès lors que l'article 17 de cet arrêté royal est relatif à la rémunération des agents.

Par ailleurs, la question se pose de savoir si l'insertion d'un nouvel article n'appelle pas de modification de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté du 22 octobre 2001, qui concerne les agents contractuels provenant de services ayant été repris par Fedasil.

## Article 11

Dans la version française de l'article 11, alinéa 2, du projet, il y a lieu d'écrire « ne s'applique que pour l'avenir ».

Le greffier,  
B. DRAPIER

Le président,  
M. BAGUET

## Notes

\* Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

1 Voir l'avis n° 47.812/4 donné le 1<sup>er</sup> mars 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 juin 2010 'fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail au titre de personnel scientifique dans les établissements scientifiques fédéraux' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47812.pdf>).

2 Voir sur ce point, l'avis n° 32.280/3 donné le 1<sup>er</sup> octobre 2001 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 octobre 2001 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/32280.pdf>).

3 Cette directive est abrogée, avec effet au 2 août 2022, par la directive (UE) n° 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil' (JOUE, L188/79, du 12 juillet 2019).

**11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal instaurant une pension complémentaire à certains membres du personnel de la fonction publique fédérale, du personnel judiciaire et aux membres du personnel des services de police**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, § 2, 1<sup>o</sup>;

## DISPOSITIEF

## Artikel 2

In het ontworpen artikel 2, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 moet een duidelijker onderscheid worden gemaakt tussen het complement dat in het derde, het complement dat in het vierde en het supplement dat in het laatste streepje vermeld, door uitdrukkelijk aan te geven welk artikel of onderdeel van een artikel van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 'houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën' betrekking heeft op de betreffende complementen of het betreffende supplement.

## Artikel 6

Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de minister blijkt dat de contractuele personeelsleden die onder de werkingssfeer vallen van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 'betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest', inderdaad in aanmerking komen voor het aanvullende pensioen dat het ontwerp in het vooruitzicht stelt, met dien verstande dat het ontvangen weddelement (de "kabinetspremie") niet in aanmerking komt voor de berekening van de bijdrage voor het aanvullende pensioen.

Op zijn minst zou het verslag aan de Koning op dat punt moeten worden aangevuld.

## Artikel 8

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of in het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 niet eerder een artikel 17bis dan een artikel 12bis moet worden ingevoegd, aangezien artikel 17 van dat koninklijk besluit over de bezoldiging van de personeelsleden gaat.

Voorts rijst de vraag of de invoering van een nieuw artikel niet noopt tot de wijziging van artikel 11, § 1, vierde lid, van het besluit van 22 oktober 2001, dat betrekking heeft op de contractuele personeelsleden afkomstig van diensten die door Fedasil zijn overgenomen.

## Artikel 11

In de Franse tekst van artikel 11, tweede lid, van het ontwerp schrijven men "ne s'applique que pour l'avenir".

De griffier,  
B. DRAPIER

De voorzitter,  
M. BAGUET

## Nota's

\* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

1) Zie advies 47.812/4, op 1 maart 2010 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 juni 2010 'tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen als wetenschappelijk personeel in de federale wetenschappelijke instellingen' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47812.pdf>).

2) Zie in dat verband advies 32.280/3, op 1 oktober 2001 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/32280.pdf>).

3) Die richtlijn is opgeheven, met uitwerking op 2 augustus 2022, bij richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 'betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad' (PBEU 12 juli 2019, L 188/79).

**11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot invoering van een aanvullend pensioen aan sommige personeelsleden van het federaal openbaar ambt, van het gerechtspersoneel en het personeel van de politiediensten**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbare nut, artikel 11, § 1;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, § 2, 1<sup>o</sup>;



Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu le Code judiciaire, les articles 177, § 2, alinéa 6 et 178, remplacés par la loi du 25 avril 2007;

Vu la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, l'article 26, alinéa 4, modifié par la loi du 20 juillet 2006;

Considérant la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 avril 2019;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 2001 portant diverses dispositions relatives au personnel de l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2006 portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel judiciaire;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 2010 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail au titre de personnel scientifique dans les établissements scientifiques fédéraux;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés les 28 mars 2019, 29 mars 2019, 16 avril 2019, 23 avril 2019 et 6 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2019;

Vu le protocole n° 748 du 12 juin 2019 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu le protocole n° 60 du 7 juin 2019 du Comité de négociation pour les greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'ordre judiciaire;

Vu le protocole n° 462/4 du 12 juin 2019 du Comité de négociation des services de police;

Vu l'avis du Conseil des Bourgmestres, donné le 15 mai 2019;

Vu l'avis n° 66.482 du Conseil d'État, donné le 9 septembre 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Première Ministre, du Ministre de l'Intérieur du Ministre de la Justice, de la Ministre de l'Asile et de la Migration, du Ministre de la Fonction publique chargé de la Politique scientifique et du Ministre des Télécommunications et de la Poste et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 octobre 2013, les mots « le ministère de la Défense, » sont insérés entre les mots « les services publics fédéraux, » et les mots « les services publics de programmation ».

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, de artikelen 177, § 2, zesde lid en 178, vervangen bij de wet van 25 april 2007;

Gelet op de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, artikel 26, vierde lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

Overwegende de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingsstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake de sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 april 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen aangeworven bij arbeidsovereenkomst in de federale overheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 houdende diverse bepalingen betreffende het personeel van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2006 betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het gerechtspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 2010 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen als wetenschappelijk personeel in de federale wetenschappelijke instellingen;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën, gegeven op 28 maart 2019, 29 maart 2019, 16 april 2019, 23 april 2019 en 6 mei 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2019;

Gelet op het protocol nr. 748 van 12 juni 2019 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 60 van 7 juni 2019 van het Onderhandelingscomité voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de rechterlijke orde;

Gelet op het protocol nr. 462/4 van het Onderhandelingscomité voor de politiediensten, gegeven op 12 juni 2019;

Gelet op het advies van de Raad van Burgemeesters, gegeven op 15 mei 2019;

Gelet op advies nr. 66.482 van de Raad van State, gegeven op 9 september 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Eerste Minister de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Justitie, de Minister van Asiel en Migratie, de Minister van Ambtenarenzaken belast met Wetenschapsbeleid en de Minister van Telecommunicatie en Post en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigende bepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 2013, worden de woorden "het ministerie van Landsverdediging" ingevoegd tussen de woorden "de federale overheidsdiensten," en de woorden "de programmatorische federale overheidsdiensten".

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

«Il est instauré une pension complémentaire sur base d'un engagement de type contributions définies, conformément à la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. La contribution annuelle est financée par l'employeur et correspond à :

- a) 1 % de la rémunération de référence 2017 comme définie au § 2 pour l'année 2017;
- b) 1,5 % de la rémunération de référence 2018 comme définie au § 3 pour l'année 2018;
- c) 3 % de la rémunération de référence à partir de 2019 comme définie au § 4. ».

2° les paragraphes 2, 3 et 4, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« § 2. La rémunération de référence 2017 est le résultat de la multiplication :

- 1° de la rémunération de référence pour l'année 2019 calculée conformément au § 4;
- 2° par une fraction dont le numérateur est constitué du nombre de mois entiers de 2017 sur le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et dont le dénominateur est égal à 12.

§ 3. La rémunération de référence 2018 est le résultat de la multiplication :

- 1° de la rémunération de référence pour l'année 2019 calculée conformément au § 4;
- 2° par une fraction dont le numérateur est constitué du nombre de mois entiers de 2018 sur le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et dont le dénominateur est égal à 12.

§ 4. La rémunération de référence pour l'année considérée à partir de 2019 est le résultat de la multiplication :

- 1° du pourcentage des périodes rémunérées par l'employeur pour l'année considérée par rapport à une occupation à temps plein, en ce inclus les périodes de congé liés à la protection de la maternité, de congé de circonstances à l'occasion d'une naissance, de congé de paternité et de congé d'adoption;
- 2° par le douzième du traitement annuel brut tel qu'il ressort de l'application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dû pour le mois de janvier ou, à défaut, le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92.

Le douzième du traitement annuel brut visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est augmenté, le cas échéant, de :

- 1/12 de l'allocation de foyer ou de résidence telle que prévue dans le statut pécuniaire du service public ou de l'organisme considéré, sur la base du droit établi au mois de janvier ou, à défaut le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92;
- 1/12 des bonifications d'échelle visées à l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ou à défaut 1/12 du montant de la prime de développement des compétences lorsque celle-ci est en due lieu et placé du montant de la bonification d'échelle, sur la base du droit établi au mois de janvier ou, à défaut le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92;
- 1/12 du complément visé à l'article 26 de l'arrêté royal du 3 mars 2005 fixant les dispositions particulières concernant le statut pécuniaire des membres du personnel du Service public fédéral Finances, sur la base du droit établi au mois de janvier ou, à défaut le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92;
- 1/12 du complément de traitement visé à l'article 27 de l'arrêté royal du 3 mars 2005 précité, sur la base du droit établi au mois de janvier ou, à défaut le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92;
- 1/12 du supplément de traitement visé à l'article 32 de l'arrêté royal du 3 mars 2005 précité, sur la base du droit établi au mois de janvier ou, à défaut le mois d'entrée en service ou de la reprise du travail, de l'année considérée, multiplié par 13,92;

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Er wordt een aanvullend pensioen ingevoerd op basis van een toezegging van het type vaste bijdragen, overeenkomstig de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid. De jaarlijkse bijdrage wordt door de werkgever gefinancierd en is gelijk aan:

- a) 1 % van de referentiebezoldiging 2017 zoals gedefinieerd in § 2 voor het jaar 2017;
- b) 1,5 % van de referentiebezoldiging 2018 zoals gedefinieerd in § 3 voor het jaar 2018;
- c) 3 % van de referentiebezoldiging vanaf 2019 zoals gedefinieerd in § 4.”.

2° de paragrafen 2, 3 en 4 worden hersteld als volgt :

“§ 2. De referentiebezoldiging 2017 is het resultaat van de vermenigvuldiging:

- 1° van de referentiebezoldiging voor het jaar 2019 berekend overeenkomstig § 4;
- 2° met een breuk waarvan de teller bestaat uit het aantal volledige maanden in 2017 op de lopende arbeidsovereenkomst op 1 juli 2019 en waarvan de noemer gelijk is aan 12.

§ 3. De referentiebezoldiging 2018 is het resultaat van de vermenigvuldiging:

- 1° van de referentiebezoldiging voor het jaar 2019 berekend overeenkomstig § 4;
- 2° met een breuk waarvan de teller bestaat uit het aantal volledige maanden in 2018 op de lopende arbeidsovereenkomst op 1 juli 2019 en waarvan de noemer gelijk is aan 12.

§ 4. De referentiebezoldiging voor het desbetreffende jaar vanaf het jaar 2019 is het resultaat van de vermenigvuldiging:

- 1° van het percentage van de periodes die in het desbetreffende jaar door de werkgever bezoldigd zijn bij voltijdse tewerkstelling, met inbegrip van de periodes van verlof verbonden aan de bescherming van het moederschap, omstandigheidsverlof bij geboorte, vaderschapsverlof en adoptieverlof;
- 2° met een twaalfde van de jaarlijkse brutowedde zoals blijkt uit de toepassing van § 1, alinea 1, 1°, te betalen voor de maand januari of, bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of van hervatting van het werk, van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92.

Een twaalfde van de jaarlijkse brutowedde bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt desgevallend verhoogd met:

- 1/12 van de haard- of standplaatstoelage zoals voorzien in het gedeeltelijke statuut van de desbetreffende openbare dienst of bij instelling, op basis van het in januari vastgestelde recht, of bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of hervatting van het werk van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92;
- 1/12 van de schaalbonificaties bedoeld in het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, of, bij gebrek, 1/12 van het bedrag van de premie voor competentieontwikkeling als deze verschuldigd is in plaats van het bedrag van de schaalbonificatie, op basis van het in januari vastgestelde recht, of bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of hervatting van het werk van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92;
- 1/12 van het complement bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën, op basis van het in januari vastgestelde recht, of bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of hervatting van het werk van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92;
- 1/12 van het weddecomplement bedoeld in artikel 27 van voormelde koninklijk besluit van 3 maart 2005, op basis van het in januari vastgestelde recht, of bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of hervatting van het werk van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92;
- 1/12 van het weddesupplement bedoeld in artikel 32 van voormelde koninklijk besluit van 3 maart 2005, op basis van het in januari vastgestelde recht, of bij gebrek daaraan, de maand van indienstreding of hervatting van het werk van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 13,92;

Pour le pourcentage des périodes rémunérées par l'employeur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les modifications liées au travail à temps partiel ne sont prises en compte que le premier jour du mois qui suit.

Pour les périodes antérieures à l'ouverture du droit à une pension complémentaire pour le service public ou l'organisme considéré, le pourcentage des périodes rémunérées par l'employeur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, pris en compte est celui du mois de juillet 2019.

Pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 1<sup>er</sup> juillet 2019, il est procédé comme pour l'année 2018 tenant compte du nombre de mois entiers du 1<sup>er</sup> semestre de 2019 sur le contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et d'un dénominateur égal à 6. ».

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 25 octobre 2013, est rétabli comme suit :

« Art 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 11 décembre 2019 instaurant une pension complémentaire à certains membres du personnel de la fonction publique fédérale, du personnel judiciaire et de la police intégrée, les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> bénéficient de l'avantage visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, à partir de leur date d'entrée en service telle que fixée dans leur contrat de travail en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2019, mais au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2017. ».

**Art. 4.** L'arrêté royal du 11 février 1991 précité est complété par un article 3bis, rédigé comme suit :

« Art 3bis. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable aux personnes engagées par contrat d'occupation d'étudiants. ».

**Art. 5.** Dans l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, dernièrement modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 2019, il est inséré dans la Partie XI un Titre VI, comportant l'article XI.VI.1, rédigé comme suit :

« Titre VI : Pension complémentaire

Art. XI.VI.1. Les membres du personnel contractuels de la police fédérale bénéficient d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et modalités que celles définies aux articles 2 à 3bis, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux.

L'alinéa 1<sup>er</sup> est également d'application aux membres du personnel contractuel de la police locale, étant entendu que pour eux par « employeur », il doit être entendu leur zone de police respective. ».

**Art. 6.** A l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Ils bénéficient également d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et les mêmes modalités que celles définies aux articles 2 à 3bis de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux. ».

**Art. 7.** Dans l'arrêté royal du 10 novembre 2006 portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel judiciaire, dernièrement modifié par l'arrêté royal du 23 mars 2019, il est inséré un Titre V, comportant l'article 86, rédigé comme suit :

« Titre V : Pension complémentaire.

Art 86. Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et modalités que celles définies aux articles 2 à 3bis, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux. ».

**Art. 8.** Dans le chapitre III de l'arrêté royal du 22 octobre 2001 portant diverses dispositions relatives au personnel de l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile, il est inséré une section 3, comportant l'article 17bis, rédigée comme suit :

« Section 3. – De la pension complémentaire

Art 17bis. Les membres du personnel contractuel visés dans le présent chapitre bénéficient d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et modalités que celles définies aux articles 2 à 3bis de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels

Voor het percentage van de door de werkgever bezoldigde periodes, bedoeld in het eerste lid, 1°, worden de wijzigingen in verband met deeltijdse arbeid alleen in aanmerking genomen op de eerste dag van de volgende maand.

Voor de periodes voorafgaand aan de opening van het recht op aanvullend pensioen voor de betrokken openbare dienst of instelling, is het percentage van de bezoldigde periodes door de in het eerste lid, 1°, bedoelde werkgever waarmee rekening wordt gehouden dat van de maand juli 2019.

Voor de periode van 1 januari 2019 tot 1 juli 2019, wordt er gehandeld zoals voor het jaar 2018 rekening houdend met het aantal volledige maanden in het eerste semester van 2019 van de lopende arbeidsovereenkomst op 1 juli 2019 en een noemer gelijk aan 6. ».

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 wordt hersteld als volgt :

« Art 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 11 december 2019 tot invoering van een aanvullend pensioen aan sommige personeelsleden van het federaal openbaar ambt, van het gerechtspersoneel en van de geïntegreerde politie, genieten de personen bedoeld in artikel 1 van het voordeel bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, vanaf hun datum van indiensttreding zoals bepaald in hun op 1 juli 2019 lopende arbeidsovereenkomst, maar ten vroegste op 1 januari 2017. ».

**Art. 4.** Het voormelde koninklijk besluit van 11 februari 1991 wordt aangevuld met een artikel 3bis, luidende :

« Art 3bis. In afwijking van artikel 1, artikel 2, § 1, tweede lid, is niet van toepassing op de personen aangeworven met een overeenkomst van tewerkstelling van studenten. ».

**Art. 5.** In het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 2019, wordt in Deel XI, een Titel VI ingevoegd, die het artikel XI.VI.1. omvat, luidende:

« Titel VI : Aanvullend pensioen.

Art. XI.VI.1. De contractuele personeelsleden van de federale politie genieten van een aanvullend pensioen onder dezelfde voorwaarden en nadere regels zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met 3bis, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op de contractuele personeelsleden van de lokale politie, met dien verstande dat voor hen onder "werkgever" hun respectieve politiezone wordt verstaan. ».

**Art. 6.** In artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« Ze genieten ook onder dezelfde voorwaarden en nadere regels van een aanvullend pensioen, zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met 3bis, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten. ».

**Art. 7.** In het koninklijk besluit van 10 november 2006 betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het gerechtspersoneel, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2019, wordt een Titel V ingevoegd, die het artikel 86 omvat, luidende:

« Titel V : Aanvullend pensioen.

Art 86. De contractuele personeelsleden genieten van een aanvullend pensioen onder dezelfde voorwaarden en nadere regels zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met 3bis, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten. ».

**Art. 8.** In hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 22 oktober 2001 houdende diverse bepalingen betreffende het personeel van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers, wordt een afdeling 3 ingevoegd die artikel 17bis bevat, luidende:

« Afdeling 3. – Aanvullend pensioen

Art 17bis. De contractuele personeelsleden bedoeld in dit hoofdstuk genieten van een aanvullend pensioen onder dezelfde voorwaarden en nadere regels zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met 3bis van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de

pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux. ».

**Art. 9.** Dans l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, il est inséré un article *3bis*, rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et modalités que celles définies aux articles 2 à *3bis* de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux. ».

**Art. 10.** Dans l'arrêté royal du 2 juin 2010 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail au titre de personnel scientifique dans les établissements scientifiques fédéraux, il est inséré un article 2/1, rédigé comme suit :

« Art 2/1. Les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> bénéficient d'une pension complémentaire selon les mêmes conditions et modalités que celles définies aux articles 2 à *3bis*, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux. ».

#### CHAPITRE 2. — *Disposition transitoire*

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux, le régime de pension complémentaire existant au 1<sup>er</sup> juillet 2019, lorsqu'il est plus avantageux, est maintenu pour les membres du personnel contractuels en service au 30 juin 2019.

Toutefois, les membres du personnel contractuels visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent à tout moment décider de faire la transition vers le régime de pension complémentaire visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de l'arrêté royal du 11 février 1991 précité. Cette transition est irréversible et ne s'applique que pour l'avenir.

#### CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

**Art. 13.** Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Première Ministre,  
S. WILMES

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre de l'Asile et la Migration,  
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Fonction publique,  
chargé de la Politique scientifique,  
D. CLARINVAL

Le Ministre des Télécommunications et de la Poste,  
Ph. DE BACKER

individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten.”.

**Art. 9.** In het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidende:

“Art. *3bis*. De contractuele personeelsleden genieten van een aanvullend pensioen onder dezelfde voorwaarden en nadere regels zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met *3bis* van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten.”.

**Art. 10.** In het koninklijk besluit van 2 juni 2010 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen als wetenschappelijk personeel in de federale wetenschappelijke instellingen, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende:

« Art 2/1. De personen als bedoeld in artikel 1 genieten van een aanvullend pensioen onder dezelfde voorwaarden en nadere regels zoals deze bedoeld in de artikelen 2 tot en met *3bis*, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten.”.

#### HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepaling*

**Art. 11.** In afwijking van artikel 2, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen aangeworven bij arbeidsovereenkomst in de federale overheidsdiensten, wordt de op 1 juli 2019 bestaande aanvullende pensioenregeling, wanneer die voordeliger is, behouden voor de contractuele personeelsleden die op 30 juni 2019 in dienst zijn.

De contractuele personeelsleden bedoeld in het eerste lid kunnen er echter op elk ogenblik voor kiezen om over te stappen naar het aanvullend pensioenstelsel bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van het voormeld koninklijk besluit van 11 februari 1991. Deze overstap is onomkeerbaar en geldt enkel voor de toekomst.

#### HOOFDSTUK 13. — *Slopbepalingen*

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2019.

**Art. 13.** Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
S. WILMES

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Asiel en Migratie,  
M. DE BLOCK

De Minister van Ambtenarenzaken, belast met Wetenschapsbeleid,

D. CLARINVAL

De Minister van Telecommunicatie en Post,  
Ph. DE BACKER